

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

SUIVI DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

N° 128 – 2^{ème} trimestre 2006

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Sommaire

<i>Méthodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	8
<i>Les placements des ménages</i>	9
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	10
<i>3. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	11
<i>L'endettement des ménages</i>	12
<i>L'endettement des entreprises</i>	13
<i>3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	14
<i>4. Les risques sectoriels</i>	15
<i>5. Rappel des taux</i>	17
<i>5.1 Taux réglementés</i>	17
<i>5.2 Principaux taux de marché</i>	17
<i>5.3 Taux de l'usure</i>	17
<i>6. Monnaie fiduciaire</i>	18
<i>6.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	18
<i>6.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	18

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre et Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

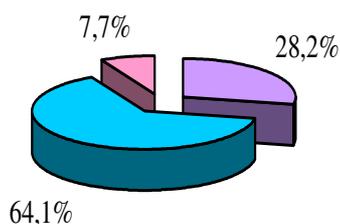
Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Synthèse

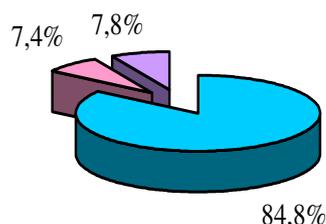
Actifs financiers

Le total des **actifs financiers**, hors assurance vie, s'élevait, au 30 juin 2006, à 157,037 millions d'euros. Ils ont légèrement augmenté (+ 0,6 %) par rapport au 1^{er} trimestre 2006 et par rapport au 2^{ème} trimestre 2005 (+1,4 %). Les ménages contribuent le plus largement à cette hausse. En effet, les actifs financiers des ménages, hors assurance vie, représentent près de 85 % du total des actifs financiers hors assurance vie et ont augmenté de 2,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2006. Les sociétés non financières détiennent 7,4 % des actifs financiers hors assurance vie, soit 0,6 point de moins qu'au 1^{er} trimestre 2006 et 1,2 point de moins qu'au 2^{ème} trimestre 2005. La répartition des actifs par agents varie traditionnellement peu d'un trimestre à l'autre, quelle que soit la catégorie d'agents.

Répartition des actifs par nature au 30 juin 2006



Répartition des actifs par agents au 30 juin 2006



■ Dépôts à vue ■ Placements liquides ou à court terme ■ Epargne à long terme ■ Ménages hors AV ■ Sociétés non financières ■ Autres agents

Les actifs financiers sont composés des dépôts à vue, des placements liquides ou à court terme et de l'épargne à long terme. La part de chacun de ces éléments dans le total des actifs est stable. Les dépôts à vue représentaient 28,2 % du total des actifs au 30 juin 2006, 27,8 % au 31 mars 2006 et 27,7 % au 30 juin 2005. Les placements liquides ou à court terme concentrent environ 65 % des actifs et l'épargne à long terme 7 %. Cette dernière a augmenté de 13,8 % en un an et de 1,7 % en un trimestre. Il convient de nuancer la part de l'épargne à long terme dans le total des actifs financiers dans la mesure où seuls les ménages épargnent et uniquement à hauteur de 9 % des actifs qu'ils possèdent. Par ailleurs, d'autres placements ne sont pas recensés dans ces statistiques. Les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel ne sont pas comptabilisées. Les dépôts à vue affichent une hausse de 3,9 % et l'épargne à long terme de 13,8 %. Les placements liquides ou à court terme demeurent stables par rapport au 1^{er} trimestre 2006 (- 0,1 %).

Au 30 juin 2006, les actifs financiers des **sociétés non financières** représentaient 11,614 millions d'euros. Ils ont diminué de 7,6 % par rapport au 31 mars 2006 et de 12 % par rapport au 30 juin 2005. Ces actifs sont répartis entre les dépôts à vue (61,2 %) et les placements liquides ou à court terme (38,8 %). Les dépôts à vue ont fortement diminué entre juin 2005 et juin 2006 (- 20,3 %). Ils enregistrent une baisse trimestrielle de 9,6 %. Inversement, les placements liquides ou à court terme ont augmenté de 5,4 % par rapport au 30 juin 2005 et ont diminué de 4,3 % par rapport au 31 mars 2006. Les placements indexés sur les taux de marché (comptes à terme), qui constituent l'essentiel des placements liquides ou à court terme, ont augmenté de 4,6 % en glissement annuel et diminué de 4,2 % en glissement trimestriel. Ils représentent près de 4,5 millions d'euros. A noter que depuis deux trimestres consécutifs, des actifs financiers sont détenus sous forme de comptes d'épargne à régime spécial.

Quelque 139,999 millions d'euros constituent les actifs financiers des **ménages** de l'archipel. Ils progressent de 2,6 % en glissement trimestriel et de 3,2 % en glissement annuel. Les dépôts à vue regroupent 24 % du total des actifs (hors assurance vie) des ménages, les placements liquides ou à court terme 71,6 % et l'épargne à long terme (hors assurance vie) 4,4 %. Les plans d'épargne logement (PEL) et les OPCVM non monétaires composent la totalité de l'épargne à long terme (hors assurance vie) avec respectivement 35,8 % et 64,2 %. Hormis les contrats d'assurance vie, l'épargne à long terme des ménages de l'archipel approche les 6 millions d'euros.

Les avoirs des **autres agents** (12,284 millions d'euros) ont diminué de 10,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2006 : les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme se contractent respectivement de 15,8 % et de 2,9 %. En glissement annuel, ces actifs progressent toutefois de près de 4 %.

Passifs financiers

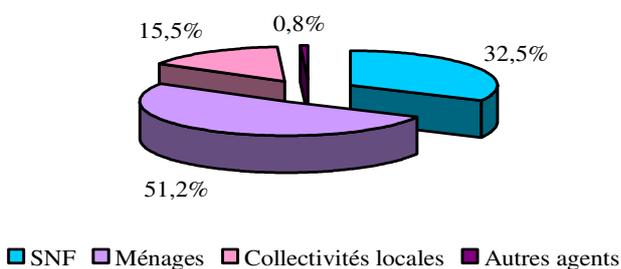
Le montant total des crédits contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux ou non) s'élevait au 30 juin 2006 à 147,958 millions d'euros, soit une progression de 3,4 % en un an et de 1,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2006. Seuls 15 % des crédits accordés aux acteurs économiques locaux sont contractés auprès d'établissements de crédit non installés localement. Quatre catégories d'agents regroupent l'ensemble des crédits octroyés : les entreprises (32,5 % des fonds prêtés), les ménages (51,2 %), les collectivités locales (15,5 %) et les autres agents (0,8 %). Le taux de créances douteuses a augmenté de 2 points par rapport au 1^{er} trimestre 2006. Le montant des créances douteuses brutes dépasse pour la première fois les 20 millions d'euros, soit une progression de 17,4 % en glissement trimestriel. En un an, les créances douteuses brutes ont presque doublé (+ 91,6 %).

Moins de 4 % des emprunts des **entreprises locales** sont contractés auprès d'établissements hors zone. Au 30 juin 2006, l'encours local des entreprises de l'archipel représentait plus de 46 millions d'euros. Globalement, les crédits d'exploitation représentent 42,9 % des sommes prêtées et les crédits d'investissement 29,6 %. L'encours total des entreprises locales a augmenté de 5,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2006, mais diminué de 1,4 % en un an. Depuis le 31 décembre 2005, les crédits d'exploitation, les crédits à l'habitat et les autres crédits octroyés par les établissements de crédit locaux ont fait l'objet de fortes variations (à la hausse ou à la baisse), vraisemblablement liées à des reclassements. Leur évolution en glissement annuel n'est donc pas significative. Le taux de créances douteuses brutes est toutefois en hausse de 5,7 points par rapport au 31 mars 2006 et de 9 points par rapport au 2^{ème} trimestre 2005. Les créances douteuses brutes (12,544 millions d'euros) représentent 26,1 % de l'encours total.

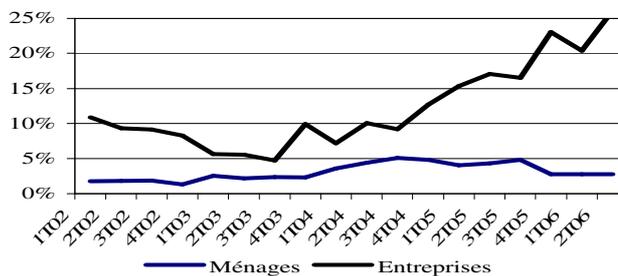
L'encours total des **ménages** représente 75,760 millions d'euros, dont 91,4 % ont été contractés auprès d'établissements de crédit locaux. Il a progressé de 12,5 % en un an et de 9,7 % en un trimestre. Les crédits à l'habitat (73 %) constituent la majeure partie de l'encours. Les crédits à la consommation constituent 10 % des sommes empruntées. Bien que l'encours sain ait progressé de 0,6 % par rapport au 31 mars 2006, la part des créances douteuses dans l'encours total a fortement augmenté, passant de 3,9 % à 11,9 % au 30 juin 2006. Cette évolution, anormale, est vraisemblablement liée à des reclassements entre les différents agents économiques.

Au 30 juin 2006, 41 % des crédits des **collectivités locales** étaient contractés auprès des établissements de crédit de l'archipel. L'encours total des collectivités, près de 23 millions d'euros, a diminué de 23,6 % en un an et de 9,7 % sur un trimestre. La baisse des crédits à l'équipement octroyés par les établissements de crédit locaux (- 14,1 % par rapport au 31 mars 2006 et - 34,9 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2005) contribue largement à la contraction de l'encours total. Le taux de créances douteuses (0,1 % de l'encours total) ne paraît toutefois pas significatif, compte tenu des reclassements probables relatifs aux créances douteuses brutes (cf. supra).

Répartition des crédits par agents au 30 juin 2006



Evolution des créances douteuses dans l'encours



Les risques recensés au Service Central des Risques

L'encours des crédits aux entreprises et administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait, au 30 juin 2006, à 69,745 millions d'euros. Le montant agrégé de ces crédits est en baisse de 6,5 % par rapport au 31 mars 2006 et de 11,2 % par rapport au 30 juin 2005.

Les administrations et collectivités locales concentrent 32,3 % de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Avec 18,4 % de l'encours total recensé, le secteur de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises se place en deuxième position. La part du secteur primaire (agriculture, pêche et aquaculture) est l'une des plus faibles, ne représentant que 4,6 % de l'encours.

La baisse (de 16 % en glissement trimestriel et de 19,8 % en glissement annuel) de l'encours dans le secteur de la construction participe activement à la contraction de l'encours total. Les plus fortes progressions ont été enregistrées dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (+ 9,1 % par rapport au 30 juin 2005).

La composition de l'encours subit une légère modification par rapport au trimestre précédent. La part de l'encours à court terme (31 % du total de l'encours) diminue au profit du moyen et long terme (67 %). Les secteurs recensant le plus d'encours à court terme sont le commerce (29,6 %) et les transports et communications (22 %). L'encours de long terme est majoritairement assuré par les administrations et collectivités (43,9 %).

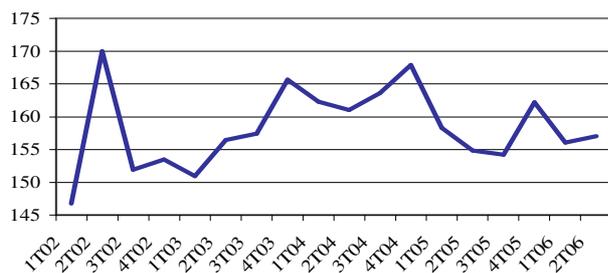
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	30-juin-04	30-sept-04	31-déc-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	30-juin-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Sociétés non financières	11,723	14,927	15,940	14,362	13,197	12,296	14,662	12,576	11,614	-12,0%	-7,6%
Dépôts à vue	8,064	10,128	11,276	8,763	8,924	7,821	11,481	7,868	7,110	-20,3%	-9,6%
Placements liquides ou à court terme	3,659	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,708	4,504	5,4%	-4,3%
Comptes d'épargne à régime spécial								0,042	0,035		
Placements indexés sur les taux de marché	3,659	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,6%	-4,2%
dont comptes à terme	3,579	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,6%	-4,2%
OPCVM monétaires											
certificats de dépôt											
Epargne à long terme											
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	136,479	138,084	137,582	134,174	135,672	136,394	137,529	136,420	139,999	3,2%	2,6%
Dépôts à vue	27,499	29,684	28,745	27,312	29,111	29,399	29,114	28,955	31,979	9,9%	10,4%
Placements liquides ou à court terme	99,960	99,313	99,293	96,951	95,438	94,389	95,301	95,017	95,362	-0,1%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	28,983	29,628	31,058	31,510	32,083	32,349	33,526	33,552	33,276	3,7%	-0,8%
Livrets ordinaires	24,861	25,497	26,729	27,073	27,530	27,700	28,521	28,406	28,098	2,1%	-1,1%
Livrets A et bleus	3,773	3,774	3,953	4,054	4,169	4,245	4,586	4,719	4,741	13,7%	0,5%
Livrets jeunes	0,322	0,332	0,350	0,355	0,355	0,355	0,370	0,382	0,387	9,0%	1,3%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI									0,005		
Comptes d'épargne logement	0,027	0,025	0,026	0,028	0,029	0,049	0,049	0,045	0,045	55,2%	
Placements indexés sur les taux de marché	70,977	69,685	68,235	65,441	63,355	62,040	61,775	61,465	62,086	-2,0%	1,0%
dont OPCVM monétaires											
Comptes créditeurs à terme	63,296	62,433	61,236	58,563	56,771	55,795	56,011	55,773	56,394	-0,7%	1,1%
Epargne à long terme	9,020	9,087	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,8%	1,7%
Plans d'épargne logement	1,494	1,559	1,612	1,642	1,909	1,720	2,015	2,061	2,074	8,6%	0,6%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Portefeuille-titres	2,939	2,798									
OPCVM non monétaires			2,995	3,111	3,378	3,544	3,682	3,682	3,724	10,2%	-
Contrats d'assurance-vie	4,587	4,730	4,937	5,158	5,836	7,342	7,417	6,705	6,860	17,5%	2,3%
Autres agents	17,448	15,352	19,292	14,816	11,840	12,867	17,426	13,773	12,284	3,8%	-10,8%
Dépôts à vue	11,314	9,504	13,679	8,778	6,435	7,517	11,952	8,432	7,100	10,3%	-15,8%
Placements liquides ou à court terme	6,134	5,848	5,613	6,038	5,405	5,350	5,474	5,341	5,184	-4,1%	-2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,846	3,821	3,782	3,939	3,368	3,377	3,448	3,265	3,126	-7,2%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	2,288	2,027	1,831	2,099	2,037	1,973	2,026	2,076	2,058	1,0%	-0,9%
Epargne à long terme											
Total actifs financiers	165,650	168,363	172,814	163,352	160,709	161,557	169,617	162,769	163,897	2,0%	0,7%
Dépôts à vue	46,877	49,316	53,700	44,853	44,470	44,737	52,547	45,255	46,189	3,9%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	109,753	109,960	109,570	108,588	105,116	104,214	103,956	105,066	105,050	-0,1%	0,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	32,829	33,449	34,840	35,449	35,451	35,726	36,974	36,859	36,437	2,8%	-1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	76,924	76,511	74,730	73,139	69,665	68,488	66,982	68,207	68,613	-1,5%	0,6%
Epargne à long terme	9,020	9,087	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,8%	1,7%

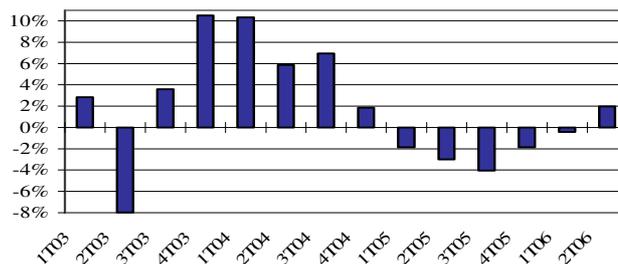
Ensemble des actifs financiers

(hors assurance vie)

En millions d'euros



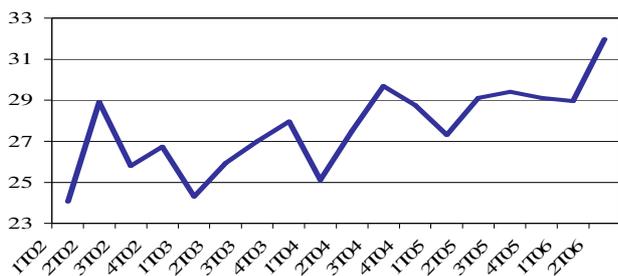
Variation en glissement annuel



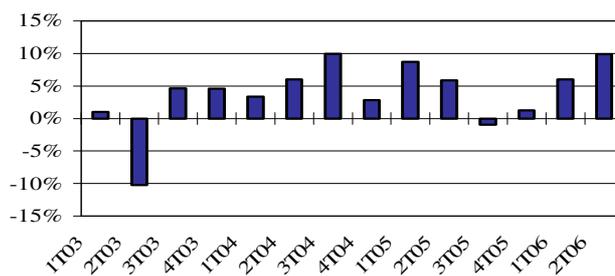
Les placements des ménages

Dépôts à vue

En millions d'euros

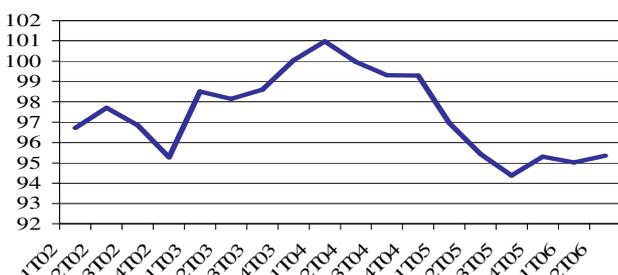


Variation en glissement annuel

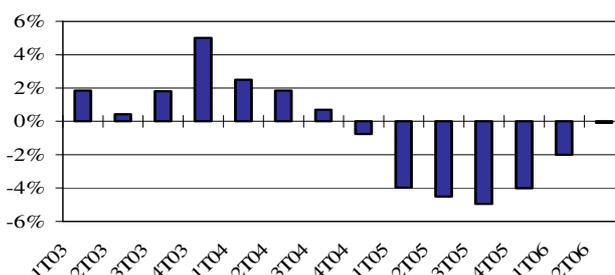


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

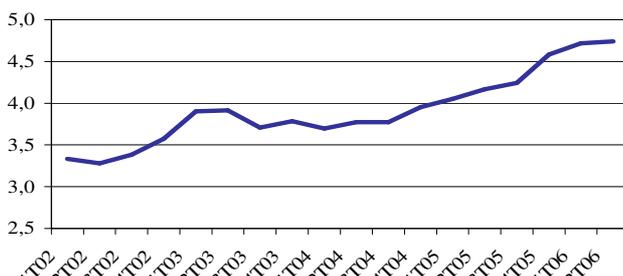


Variation en glissement annuel

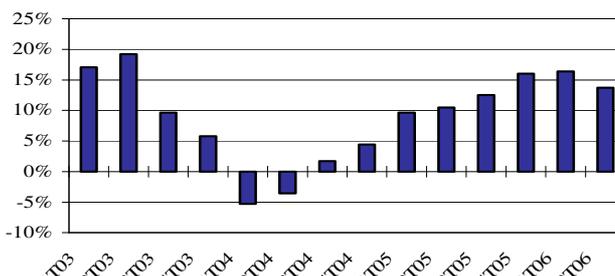


Livrets A et bleu

En millions d'euros

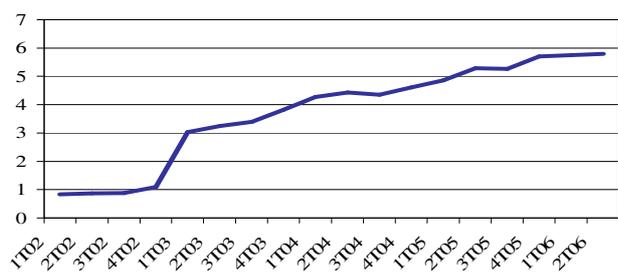


Variation en glissement annuel

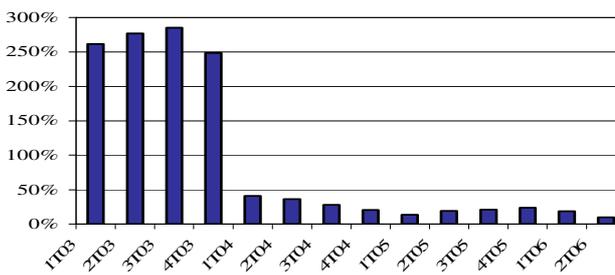


Épargne à long terme (hors assurance vie)

En millions d'euros

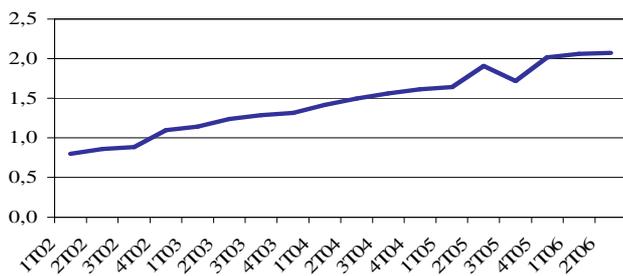


Variation en glissement annuel

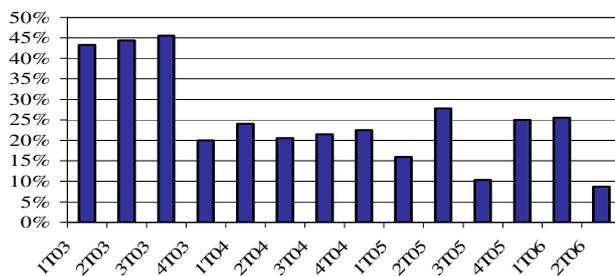


Plans d'épargne logement

En millions d'euros



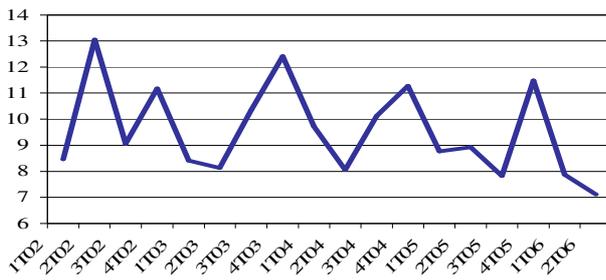
Variation en glissement annuel



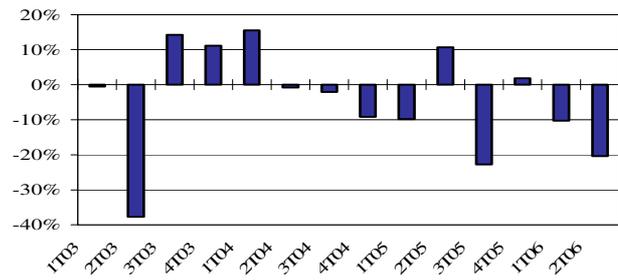
Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue

En millions d'euros

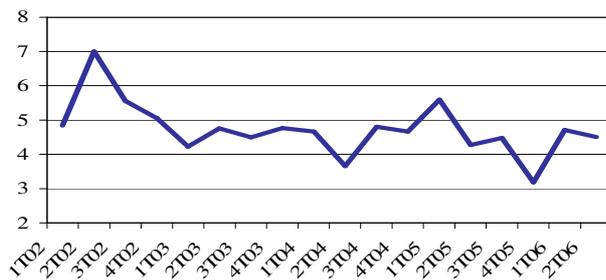


Variation en glissement annuel

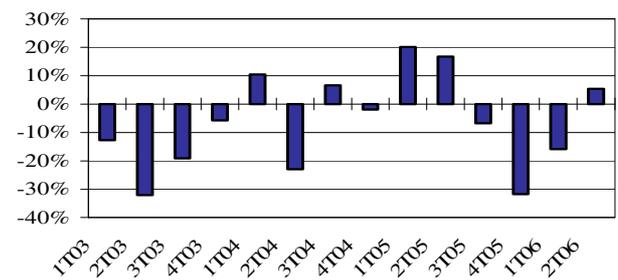


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



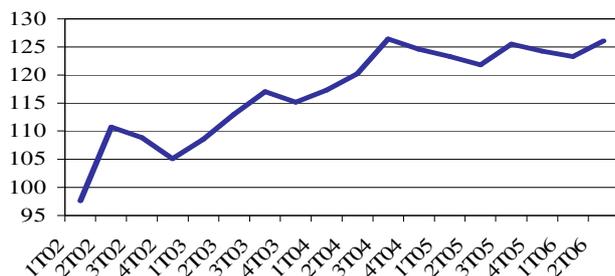
3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

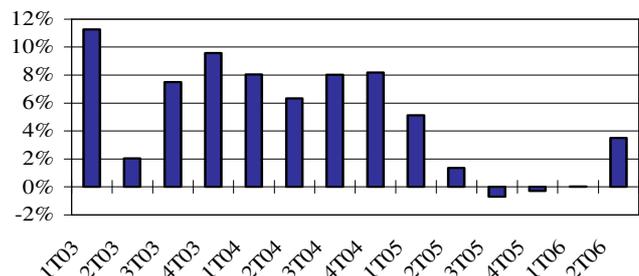
	30-juin-04	30-sept-04	31-déc-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	30-juin-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	16,276	18,984	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	39,4%	0,5%
Créances commerciales	2,501	3,400	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	-11,3%	50,1%
Crédits de trésorerie	0,197	1,550	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	1615,8%	-18,6%
Comptes ordinaires débiteurs	13,578	14,034	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	1,0%	6,6%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	12,723	13,618	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	-10,1%	-6,1%
Crédits à l'équipement	12,723	13,618	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	-10,1%	-6,1%
Crédit-bail										-	-
Crédits à l'habitat	4,972	5,264	4,335	4,226	4,151	3,898		0,725	0,714	-100,0%	-
Autres crédits	3,901	4,294	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761			-84,3%	-1,5%
Encours sain	37,872	42,160	38,034	37,584	37,355	38,288	34,541	34,516	33,808	-9,5%	-2,1%
Créances douteuses brutes	4,808	4,719	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,323	12,472	49,7%	33,8%
Encours total	42,680	46,879	44,204	45,021	45,688	46,486	45,774	43,839	46,280	1,3%	5,6%
Taux de créances douteuses	11,5%	10,2%	14,0%	16,7%	18,5%	18,0%	24,9%	21,8%	27,3%	8,8	5,5
Ménages											
Crédits à la consommation	5,508	5,859	5,542	5,302	5,675	5,827	6,425	6,287	6,318	11,3%	0,5%
Crédits de trésorerie	3,123	3,793	4,453	4,366	4,835	4,976	5,594	5,482	5,584	15,5%	1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	2,303	1,984	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	-13,3%	-9,5%
Crédit-bail	0,082	0,082	0,080	0,079	0,078	0,078	0,075	0,075	0,073	-6,4%	-2,7%
Crédits à l'habitat	46,585	48,480	49,358	48,967	49,117	50,161	50,390	49,968	50,656	3,1%	1,4%
Autres crédits	7,426	7,269	6,869	6,352	5,566	6,387	4,354	3,765	3,554	-36,1%	-5,6%
Encours sain	59,519	61,608	61,769	60,621	60,358	62,375	61,169	60,020	60,258	0,3%	0,8%
Créances douteuses brutes	2,194	2,908	2,795	2,390	2,559	3,139	1,838	2,683	8,754	242,2%	226,2%
Encours total	61,713	64,516	64,564	63,011	62,917	65,514	63,007	62,703	69,282	10,1%	10,5%
Taux de créances douteuses	3,6%	4,5%	4,3%	3,8%	4,1%	4,8%	2,9%	4,3%	12,6%	8,6	8,4
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	336,7%	23,0%
Crédits de trésorerie							0,347	0,203	1,272	-	526,6%
Comptes ordinaires débiteurs	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	177,9%	-15,7%
Crédits à l'équipement	7,759	7,625	7,481	9,431	8,511	6,805	6,621	6,452	5,544	-34,9%	-14,1%
Autres crédits	4,822	4,655	4,657	2,560	2,462	0,760	0,363	0,363	0,363	-85,3%	-
Encours sain	14,111	13,353	14,220	13,633	11,774	9,080	9,591	9,660	9,405	-20,1%	-2,6%
Créances douteuses brutes						3,865	4,823	6,344	0,015	-	-99,8%
Encours total	14,111	13,353	14,220	13,633	11,774	12,945	14,414	16,004	9,420	-20,0%	-41,1%
Taux de créances douteuses						29,9%	33,5%	39,6%	0,2%	-	-39,5
Autres agents											
Encours sain	1,673	1,656	1,622	1,619	1,432	0,597	1,033	0,782	1,089	-24,0%	39,3%
Créances douteuses brutes		0,010					0,018	0,002	0,027	-	1004,5%
Encours total	1,673	1,666	1,622	1,619	1,432	0,597	1,051	0,784	1,116	-22,1%	6,1%
Taux de créances douteuses		0,6%					1,7%	0,3%	2,4%	-	2,1
TOTAL											
Encours sain	113,175	118,777	115,645	113,457	110,919	110,340	106,334	104,978	104,830	-5,5%	-0,1%
Créances douteuses brutes	7,002	7,638	8,965	9,827	10,892	15,202	17,912	18,353	21,268	95,3%	15,9%
Encours total	120,177	126,415	124,610	123,284	121,811	125,542	124,246	123,331	126,098	3,5%	2,2%
Taux de créances douteuses	5,8%	6,0%	7,2%	8,0%	8,9%	12,1%	14,4%	14,9%	16,9%	7,9	2,0
Taux de provisionnement	53,9%	51,2%	52,5%	49,0%	53,6%	62,2%	55,6%	58,4%	47,3%	-6,3	-11,1

Ensemble des crédits des EC locaux

En millions d'euros

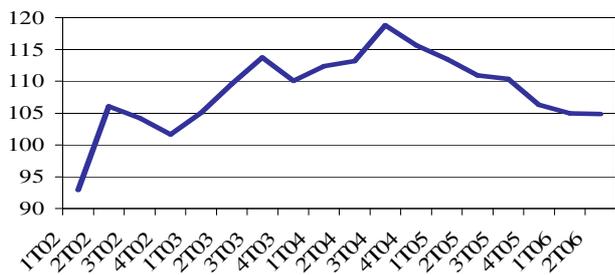


Variation en glissement annuel

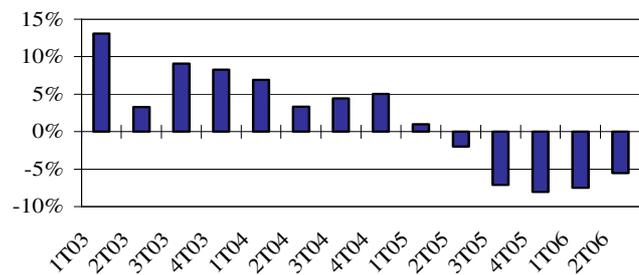


Encours de crédits sains des EC locaux

En millions d'euros



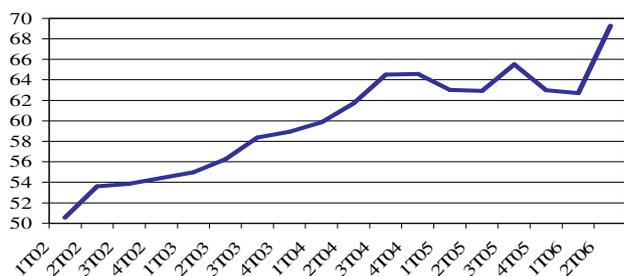
Variation en glissement annuel



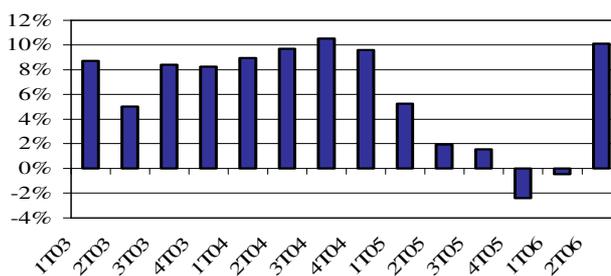
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

En millions d'euros

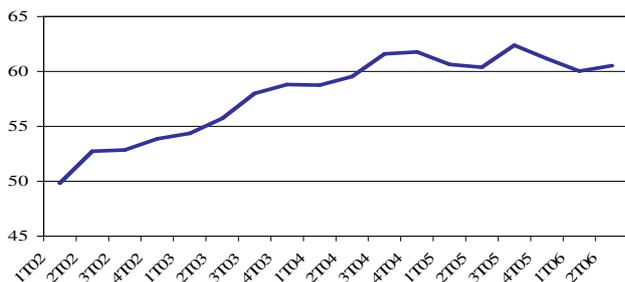


Variation en glissement annuel

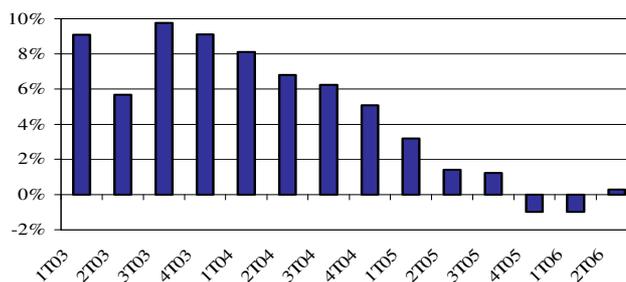


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

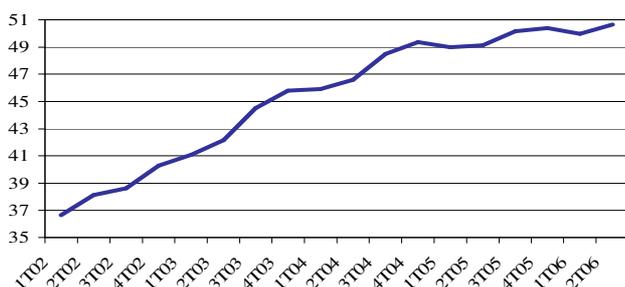


Variation en glissement annuel

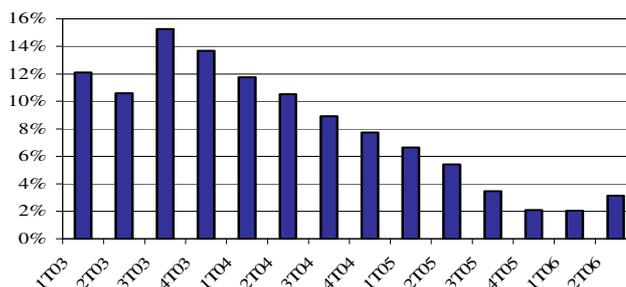


Crédits à l'habitat

En millions d'euros

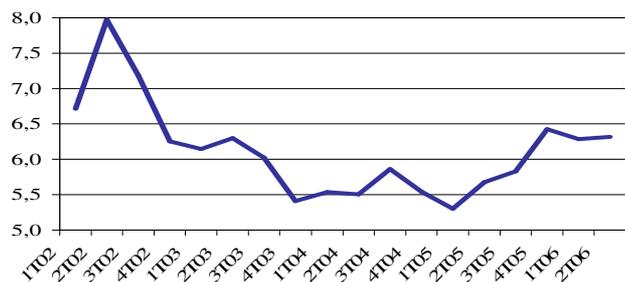


Variation en glissement annuel

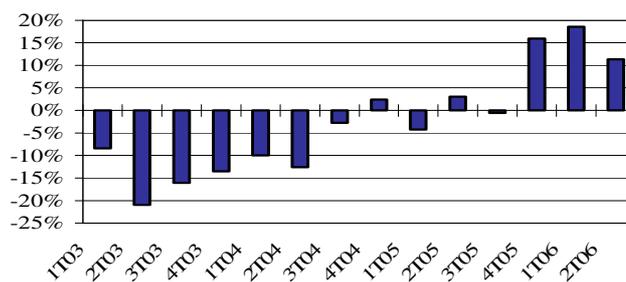


Crédits à la consommation

En millions d'euros

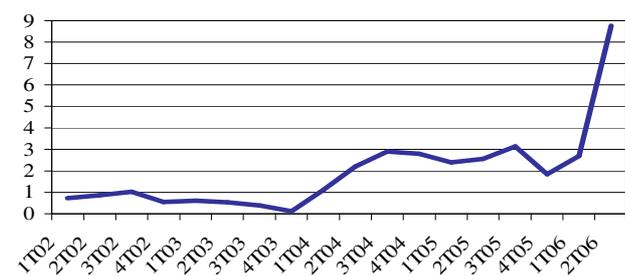


Variation en glissement annuel



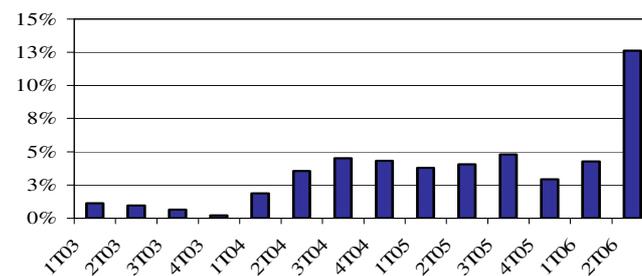
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

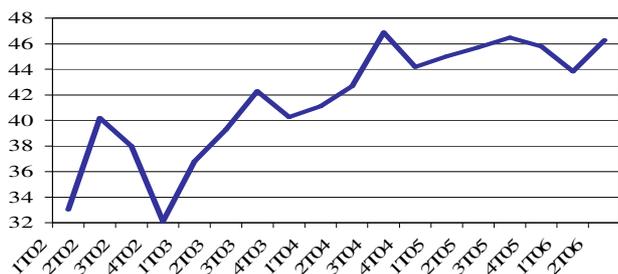
En pourcentage



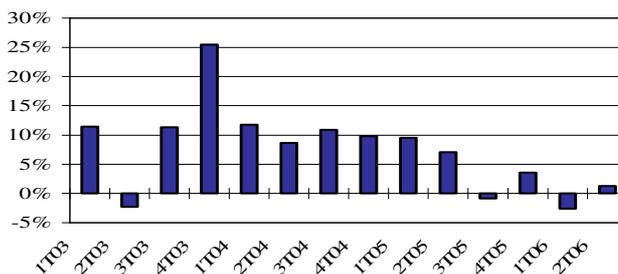
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

En millions d'euros

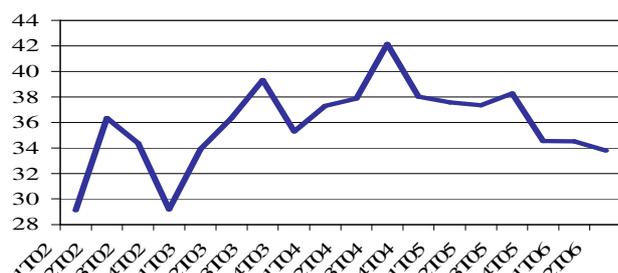


Variation en glissement annuel

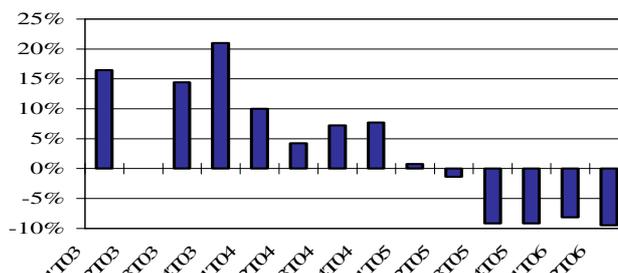


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

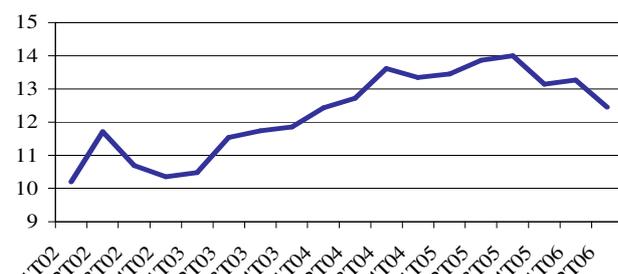


Variation en glissement annuel

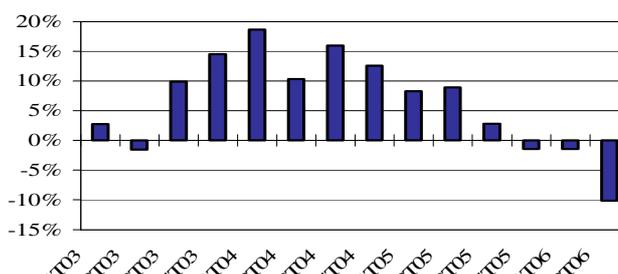


Crédits d'investissement

En millions d'euros

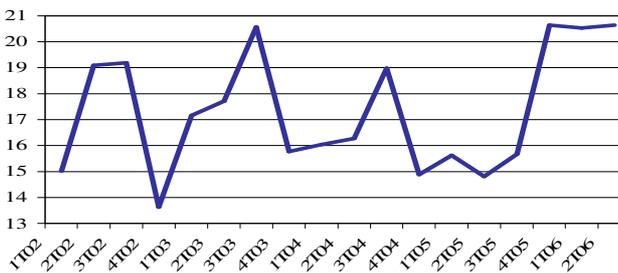


Variation en glissement annuel

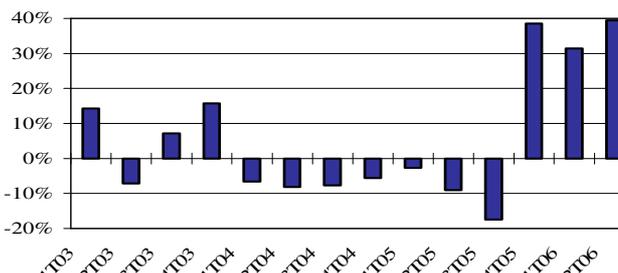


Crédits d'exploitation

En millions d'euros

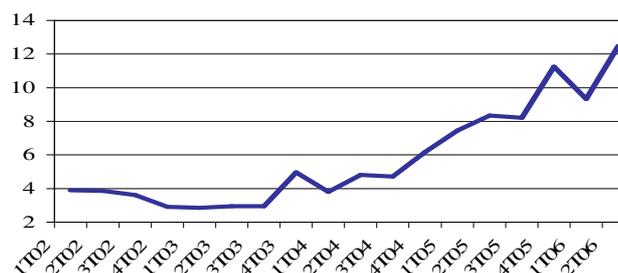


Variation en glissement annuel



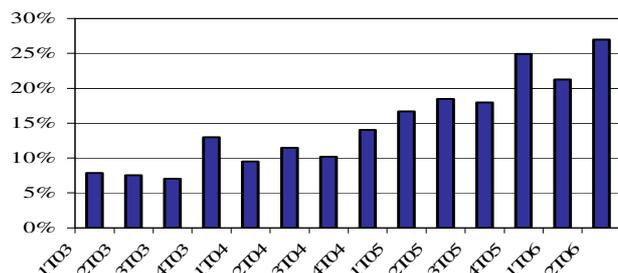
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

En pourcentage

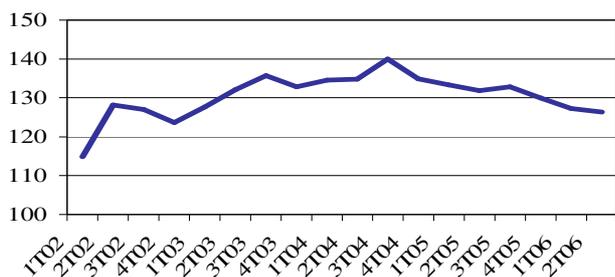


3.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

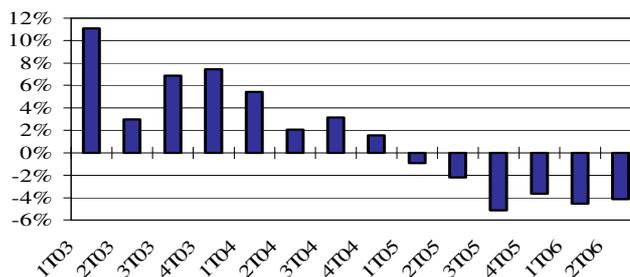
	30-juin-04	30-sept.-04	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	16,276	18,984	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	39,4%	0,5%
Créances commerciales	2,501	3,400	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	-11,3%	50,1%
Crédits de trésorerie	0,197	1,550	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	1615,8%	-18,6%
Comptes ordinaires débiteurs	13,578	14,034	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	1,0%	6,6%
Affacturage											
Crédits d'investissement	15,966	16,861	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	-16,1%	-6,1%
Crédits à l'équipement	15,966	16,861	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	-16,1%	-6,1%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat	4,972	5,264	4,335	4,226	4,151	3,898				-100,0%	-
Autres crédits	3,901	4,294	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	0,714	-84,3%	-1,5%
Encours sain	41,115	45,403	41,285	40,706	40,488	41,373	37,504	36,421	35,601	-12,1%	-2,3%
Créances douteuses brutes	4,839	4,750	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,323	12,544	50,5%	34,5%
Encours total	45,954	50,153	47,455	48,143	48,821	49,571	48,737	45,744	48,145	-1,4%	5,2%
Taux de créances douteuses	10,5%	9,5%	13,0%	15,4%	17,1%	16,5%	23,0%	20,4%	26,1%	9,0	5,7
Ménages											
Crédits à la consommation	6,592	6,945	6,568	6,497	6,835	7,066	7,874	7,791	7,838	14,7%	0,6%
Crédits de trésorerie	4,207	4,879	5,479	5,561	5,995	6,215	7,043	6,986	7,104	18,5%	1,7%
Comptes ordinaires débiteurs	2,303	1,984	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	-13,3%	-9,5%
Crédit-bail	0,082	0,082	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	0,075	-6,4%	-2,7%
Crédits à l'habitat	49,846	51,551	51,275	51,750	52,022	53,215	55,335	54,826	55,380	6,5%	1,0%
Autres crédits	7,426	7,269	6,869	6,352	5,570	6,388	4,354	3,765	3,554	-36,2%	-5,6%
Encours sain	63,864	65,765	64,712	64,599	64,427	66,669	67,563	66,382	66,772	3,6%	0,6%
Créances douteuses brutes	2,642	3,301	3,094	2,587	2,928	3,383	1,933	2,706	8,988	207,0%	232,1%
Encours total	66,506	69,066	67,806	67,186	67,355	70,052	69,496	69,088	75,760	12,5%	9,7%
Taux de créances douteuses	4,0%	4,8%	4,6%	3,9%	4,3%	4,8%	2,8%	3,9%	11,9%	7,5	7,9
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	336,7%	23,0%
Crédits de trésorerie							0,347	0,203	1,272	-	526,6%
Comptes ordinaires débiteurs	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	177,9%	-15,7%
Crédits à l'équipement	16,727	16,378	15,801	17,518	17,806	17,452	16,832	16,409	15,242	-14,4%	-7,1%
Autres crédits	9,657	9,490	9,238	7,141	6,789	5,087	4,436	4,436	4,182	-38,4%	-5,7%
Encours sain	27,914	26,941	27,121	26,301	25,396	24,054	23,875	23,690	22,922	-9,7%	-3,2%
Créances douteuses brutes						3,865	4,823	6,344	0,015	-	-99,8%
Encours total	27,914	26,941	27,121	26,301	25,396	27,919	28,698	30,034	22,937	-9,7%	-23,6%
Taux de créances douteuses							16,8%	21,1%	0,1%	0,1	-21,1
Autres agents											
Encours sain	1,904	1,887	1,764	1,717	1,530	0,695	1,033	0,782	1,089	-28,8%	39,3%
Créances douteuses brutes		0,010					0,018	0,002	0,027		1004,5%
Encours total	1,904	1,897	1,764	1,717	1,530	0,695	1,051	0,784	1,116	-27,1%	42,2%
Taux de créances douteuses							0,3%	2,4%		2,4	2,1
TOTAL											
Encours sain	134,797	139,996	134,882	133,323	131,841	132,791	129,975	127,275	126,384	-4,1%	-0,7%
Créances douteuses brutes	7,481	8,062	9,264	10,024	11,261	15,446	18,007	18,376	21,574	91,6%	17,4%
Encours total	142,278	148,058	144,146	143,347	143,102	148,237	147,982	145,651	147,958	3,4%	1,6%
Taux de créances douteuses	5,3%	5,4%	6,4%	7,0%	7,9%	10,4%	12,2%	12,6%	14,6%	6,7	2,0
Taux de provisionnement	50,4%	48,5%	50,8%	48,1%	51,9%	61,3%	55,3%	58,4%	46,7%	-5,2	-11,7

Encours sain total

En millions d'euros

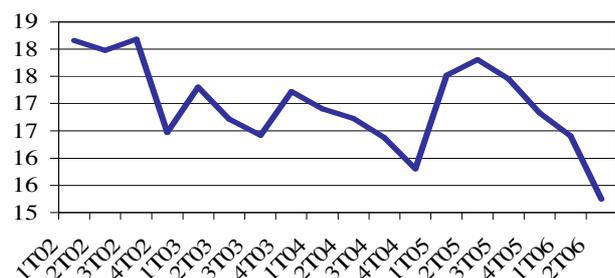


Variation en glissement annuel

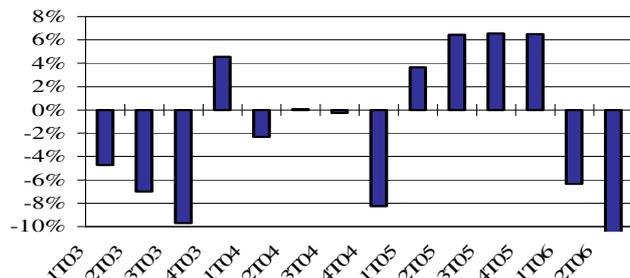


Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

En millions d'euros

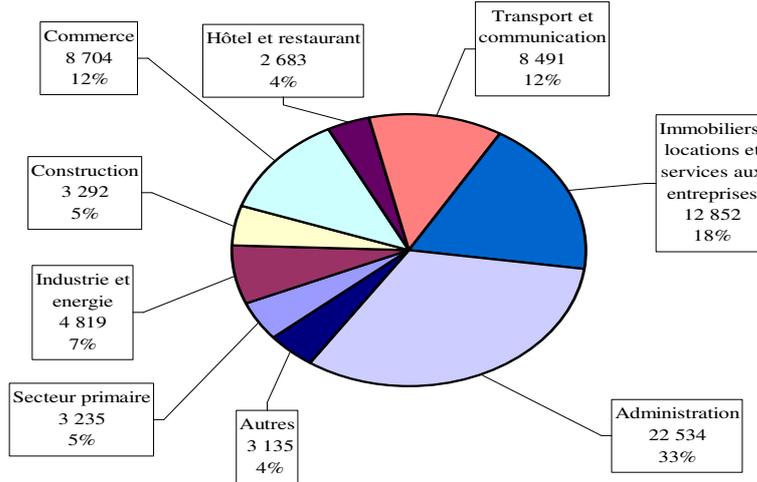


Variation en glissement annuel



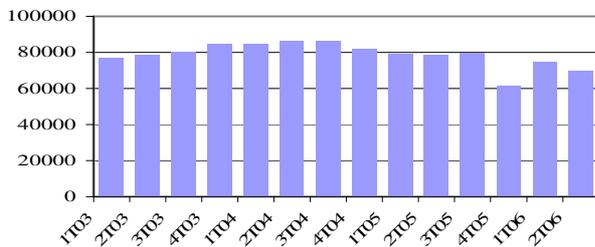
4. Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 juin 2006 (milliers d'euros et %)

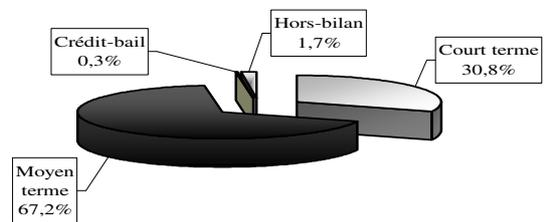


Evolution globale

En milliers d'euros

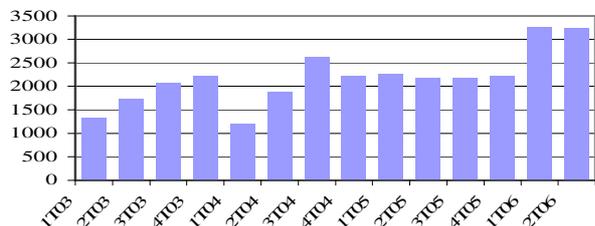


Structure (en %)

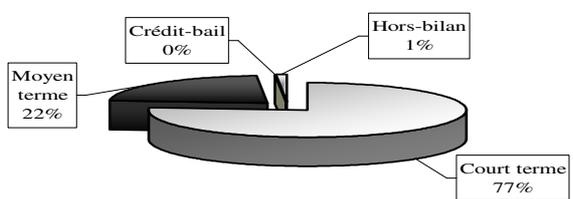


Secteur primaire

En milliers d'euros

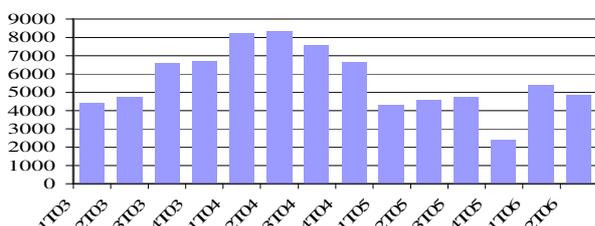


Structure (en %)

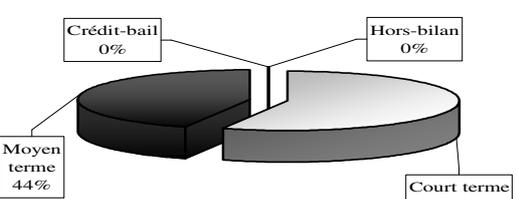


Industrie

En milliers d'euros

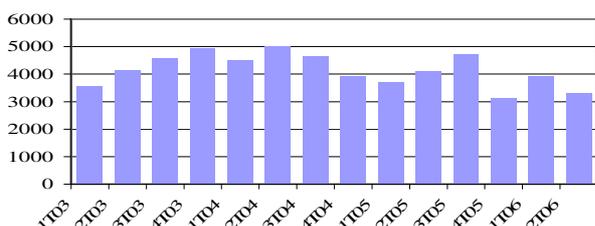


Structure (en %)

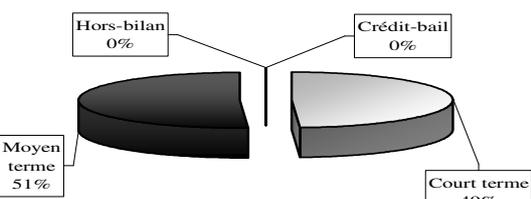


Construction

En milliers d'euros

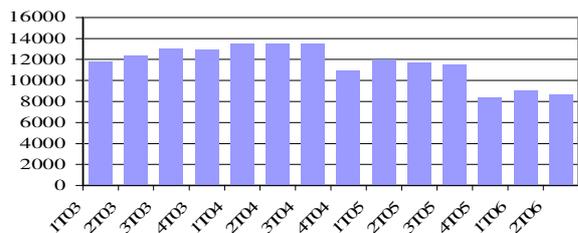


Structure (en %)

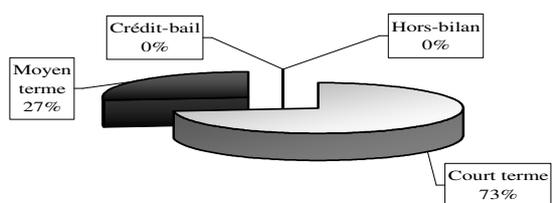


Commerce

En milliers d'euros

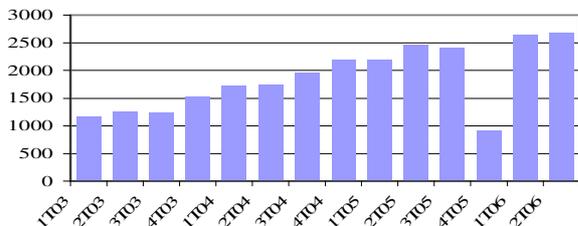


Structure (en %)

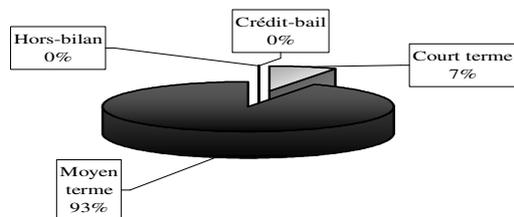


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

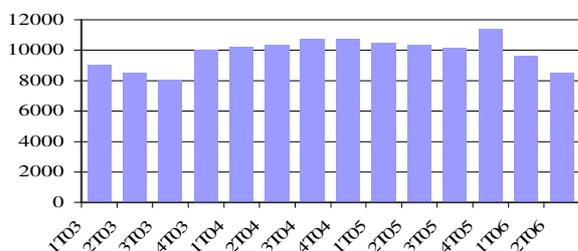


Structure (en %)

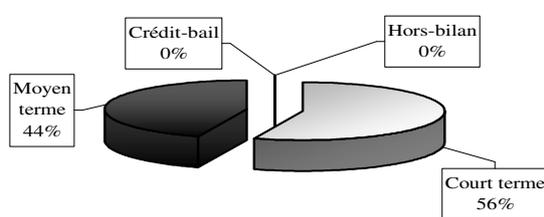


Transports et télécommunications

En milliers d'euros

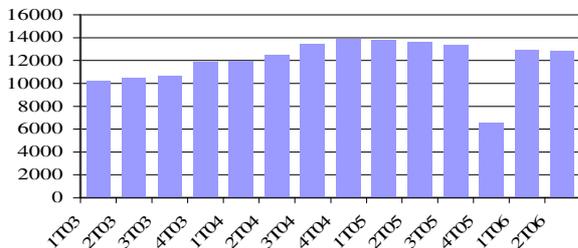


Structure (en %)

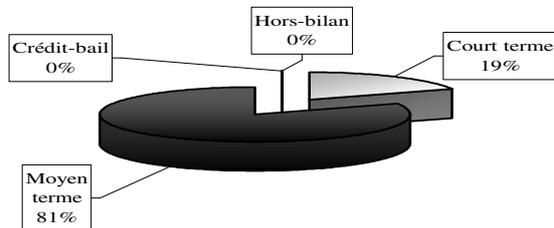


Immobilier, location et services aux entreprises

En milliers d'euros

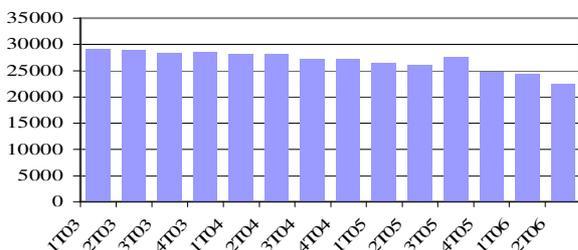


Structure (en %)

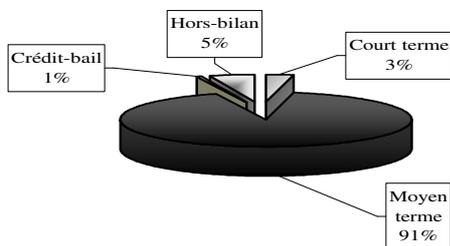


Administration

En milliers d'euros

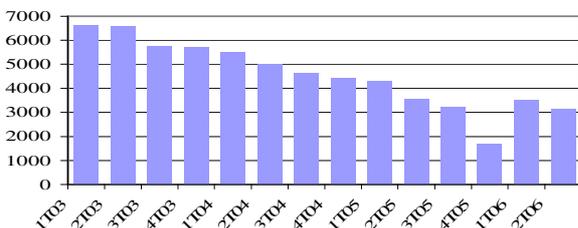


Structure (en %)

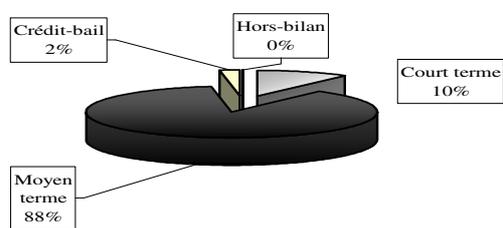


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)



5. Rappel des taux

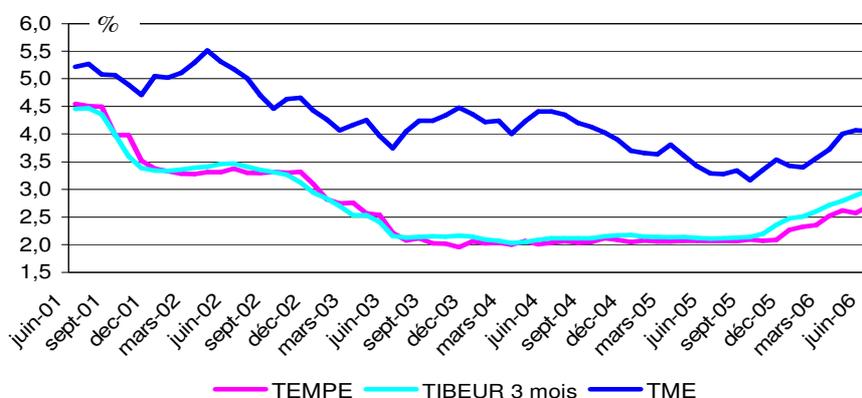
5.1 Taux règlementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/08/2006)	3,0 %
Taux de la facilité de dépôt (09/08/2006)	2,0 %
Taux de la facilité de prêt marginal (09/08/2006)	4,0 %

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1 ^{er} août 2006)									
Livret A et bleu	2,75%	Codevi	2,75%	LEP	3,75%	PEL	2,50%	CEL	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif praticué au 2 ^{ème} trimestre 2006 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} juillet 2006
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,49%	5,99%
	- Prêts à taux variable	4,18%	5,57%
	- Prêts relais	4,36%	5,81%
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,27%	20,36%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	13,65%	18,20%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,36%	8,48%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,48%	13,97%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

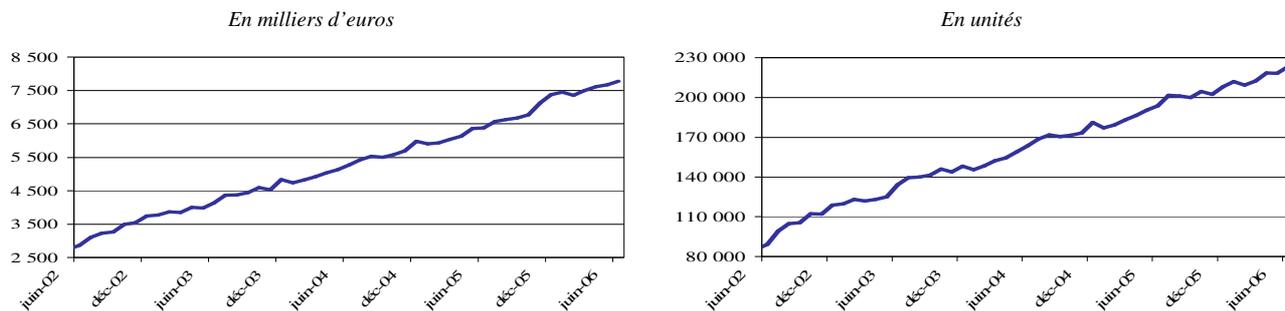
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

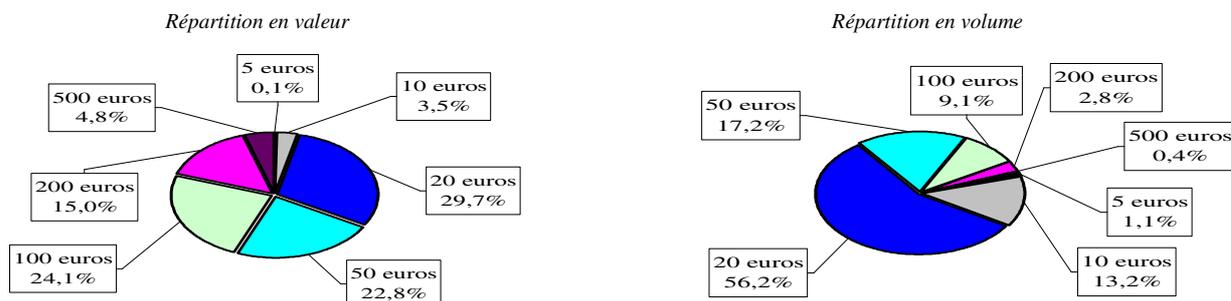
6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)



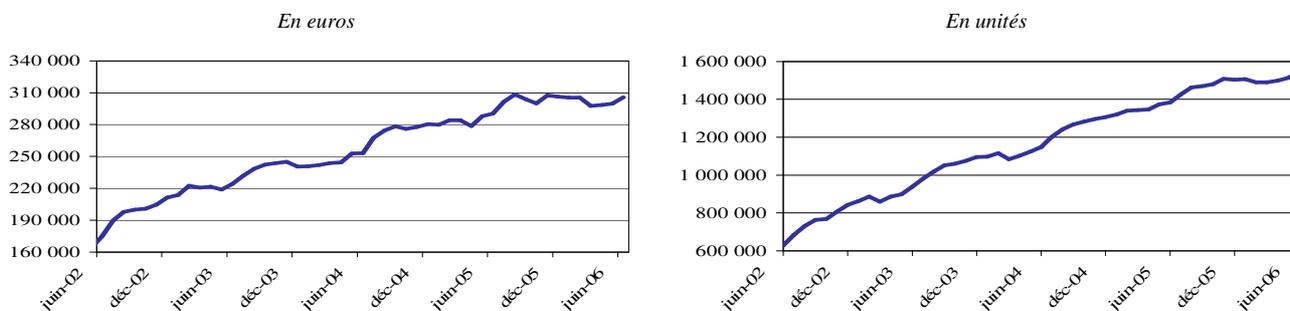
Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 30 juin 2006



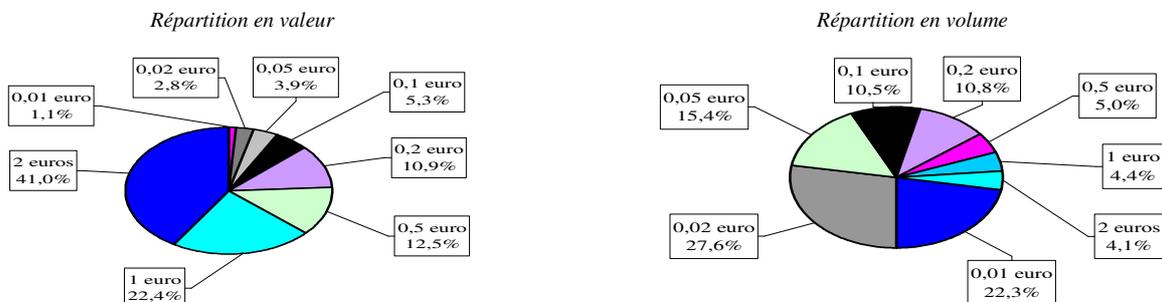
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

6.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 30 juin 2006



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

Directeur de la publication : A.VIENNEY
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : septembre 2006 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22 place du Général de Gaulle

BP 4202

97 500 Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : www.iedom.fr